

## **Introduction à l'atelier Urba-Rom**

### **« Logiques et Pratiques d'inclusion 2 – Jour 1 : La scolarisation des enfants gitans à Perpignan ».**

**Mercredi 11 mai 2011**

Pourquoi un atelier Urba Rom à Perpignan ? pourquoi les Gitans ? pourquoi l'école ? Le réseau Urba Rom s'est constitué en réaction civile aux dénis de démocratie et aux attaques discriminatoires dont font l'objet les Roms, Gens du Voyage, autres migrants et sédentaires assimilés, voire au racisme d'Etat qui les prend pour objet. A travers la participation de membres de notre laboratoire (doctorants, jeunes chercheurs), nous y avons adhéré et proposons aujourd'hui d'y participer en organisant cet atelier.

La règle idéale de l'exercice suppose une composition paritaire des groupes de parole et tables rondes, afin de faciliter l'échange entre praticiens, acteurs et chercheurs. Le fonctionnement de chaque table-ronde animée par un modérateur, suppose une prise de parole de 5 à 10 mn par intervenant et un débat ouvert avec la salle. Il existe aussi la possibilité de revenir sur certains thèmes lors du débat général de fin de demi-journée (à 12 h et à 17 h), ainsi que le lendemain, lors de l'atelier thématique (réservé à des volontaires et à toutes personnes compétentes et disponibles). Chaque session est prise en notes de synthèse, qui alimenteront les ateliers du jeudi matin et à terme, un texte de recollement final sera rédigé et publié sur le site Urba Rom.

L'atelier présent sur les « Logiques et pratiques d'inclusion 2 » prolonge le précédent (organisé par Régis Guyon et Vincent Ritz à Nantes, 07 janvier 2011), mais le premier portait sur la scolarisation des enfants du voyage, et celui auquel nous vous convions aujourd'hui porte sur la scolarisation des enfants gitans, sédentaires pour la plupart, et souvent sédentarisés de longue date. Notre objectif, à terme (il y aura un troisième atelier sur les Rroms à Paris), est de mettre en perspective ces populations qui font l'objet, selon nous, d'un effroyable amalgame politique et d'une sorte de condensation pseudoculturelle et ethnoraciale. Les identités sont figées si l'on omet de considérer les différences, la considération des différences actives est un moteur identitaire.

Cela dit, s'il faut évoquer un lien entre Roms et Gitans aujourd'hui, il est tout trouvé car chose inaccoutumée, le 4 septembre 2010, les Gitans de la ville de Perpignan ont manifesté dans la rue : placés en tête du cortège, ils ont ainsi ouvert un parcours symbolique sur la Place du Puig, devant le bâtiment HLM appelé La Caserne<sup>1</sup>. Parvenus devant la Préfecture, ils donnent conférence de presse : « *Nous ne sommes pas directement concernés par les Roms, mais ce sont nos cousins. Dans quelques années ce sera nous. On n'a déjà pas les mêmes droits que les autres français, pour le travail, pour le logement et pourtant on paye des impôts. Voyez comment nous vivons ici où au Vernet. Sarkozy s'attaque aux communautés les plus faibles, sans défenses, c'est facile. C'est la première fois que les gitans manifestent*<sup>2</sup> ».

---

<sup>1</sup> Casernement du XVIIe s. lorsque les troupes de Louis XIV occupaient le Roussillon en guerre. Aujourd'hui c'est un spacieux HLM de trois niveaux sur une cour centrale où réside une part des 6000 Gitans du centre ville.

<sup>2</sup> J.M.C. « Perpignan : Nick Gimenez, représentant des Gitans de Saint-Jacques », *MidiLibre.com*, 05.09.2010.

Rompant avec la tradition différentialiste qui les territorialise et les enferme<sup>3</sup> (Olive, 2004, 125-146), les Gitans de Perpignan s'expriment à leur tour dans une déclaration commune<sup>4</sup>, qui a pour eux valeur de fondation culturelle. Les « *citoyens français de culture gitane* », associés à la LDH et au MRAP 66, s'associent ainsi au collectif des associations Tsiganes de France. Ils protestent contre les propos tenus le 28 juillet 2010 à l'Élysée, contre « *l'évacuation sous trois mois de 150 campements illégaux et l'expulsion des Roms, l'entrave à la libre circulation et la nouvelle surenchère xénophobe dont les Gitans et les Voyageurs sont victimes, ce qui ne fait que légitimer et accentuer l'hostilité à l'encontre des Gitans, des Voyageurs et des Roms et précariser davantage leurs conditions de vie* ». Constituant un groupement fédératif de diverses associations gitanes de la ville, les présidents et représentants coutumiers de la communauté gitane de la cité innovent en optant pour la rupture avec le localisme et avec ses formes les plus perverses, le clientélisme et l'électoratisme. Et plus récemment, les votes Gitans ont glissé à gauche et « changé de camp » pour citer un élu du PS, même si ce n'est qu'à 91 voix d'écart sur le canton du centre ville<sup>5</sup>. C'est dire que les 3000 électeurs sur 6000 résidents du centre-ville « intéressent ».

Les Gitans donc. Nous sommes à Perpignan, et nos travaux sur la scolarisation des enfants gitans ont maintenant près de 10 ans (2003-2011), il est temps de penser à en dresser le bilan. C'était la thématique de l'enquête école, instituée en partenariat avec l'Inspection académique des P.-O. et encadrée par mes soins, menée par les étudiants de Licence 3, et prolongée pour certains en Master, voire aujourd'hui en doctorat. Les premiers résultats partiels ont été publiés ou du moins synthétisés dans des colloques et journées d'étude à partir de 2007 (cf. bibliographie). Nous les poursuivons ici.

A l'initiative des étudiants de 3<sup>e</sup> année de Licence de Sociologie, en 2008, et ici même (amphi Y), nous avons organisé une première rencontre exploratoire entre acteurs et chercheurs, et réalisé un long métrage vidéographique. Certains d'entre vous étaient déjà présents et ont vécu ces premiers échanges, certes inaboutis mais organisés avec conviction. Il y a eu rencontre entre acteurs et représentants institutionnels, et même des élus, parfois un peu pris de court ou directement interpellés par les étudiants.

Aujourd'hui et à cette exception près, c'est la première fois à ma connaissance qu'est organisée une rencontre institutionnelle, sous la forme d'un atelier de travail inédit et innovant, entre praticiens (enseignants et représentants de l'institution scolaire et des collectivités territoriales), acteurs (usagers gitans, membres et représentants officiels de la communauté) et chercheurs (étudiants et spécialistes). C'est l'enjeu de l'atelier que de mettre en commun et de questionner ensemble « la scolarisation des enfants gitans à Perpignan (et sa région) » en tant que logiques et pratiques d'inclusion – avec toute l'ambiguïté que ce dernier mot n'a pas manqué de soulever, par association négative ou par antonymie avec l'idée d'exclusion, idée ou stigmaté auquel sont plus généralement assimilés les Gitans. Ils le disent d'ailleurs eux-mêmes<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Pour signifier leur différence et se démarquer d'autres nations « tsiganes » d'Europe, les Gitans d'Espagne et de France qualifiaient les Roms d'Europe centrale et des Balkans de « Hongrois » (*Hungaresos, Hungresos*).

<sup>4</sup> « Les Gitans catalans blessés par les propos de Sarkozy », *L'Indépendant*, 19.07.2010.

<sup>5</sup> « Perpignan : à Saint-Jacques, le vote gitan a changé de camp », *L'Indépendant.com*, 29.03.2011, 05:52.

<sup>6</sup> Le samedi 7 mai 2011, après l'annonce de cet atelier dans la presse locale (*L'Indépendant*) j'ai reçu un appel téléphonique de M. Benjamin Martinez, auteur de *Nous Gitans... et pourtant Français*, 2006 ; et *La situation de la communauté gitane perpignanaise*, Perpignan, Trabucaire, 2005 ; compte-rendu Emilie Huet, « Un livre sur la communauté gitane d'aujourd'hui à Perpignan », *L'Indépendant*, 20.04.2005, p. 8.

Certaines personnes se sont excusées : Mme la maire adjointe à l'éducation et Mme la directrice de l'action éducative (DAEE) se sont déclarées indisponibles ces deux jours, à leur grand regret, en raison d'une intervention programmée à Paris pour l'AMGVF. De même, les intervenants de la DAEE étaient eux-mêmes mobilisés sur des activités de terrain prévues de longue date. Invité et mandaté par les précédentes, le chef de projet adjoint du Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS), et ancien coordonnateur du Projet Educatif Local (PEL), ne s'est pas donné la peine de venir. Par ailleurs, M. Nicolas Pierre, directeur de l'école la Miranda, est venu faire état du partenariat dans le cadre du projet expérimental qui l'anime (Mairie, Préfecture, IA). Pour l'Inspection académique des P.-O., M. l'Inspecteur adjoint Alain Desmars a assisté aux débats, M. l'Inspecteur Jean-Paul Bianchi était parmi nous, en tant que chargé de mission pour la scolarisation des enfants de familles gitanes et coordinateur du CASNAV. Nous avons tous apprécié sa présence et la pertinence de ses éclairages. D'autres directeurs d'écoles et collègues ont rejoint les chercheurs, et nous avons reçu divers représentants de la communauté gitane, certains présents d'un bout à l'autre de l'atelier.

J'ai donc mis en continuité le thème de cet atelier Urba Rom avec les précédents et, je l'espère, ceux qui suivront jusqu'à la synthèse finale. Je vais donc maintenant ouvrir la première table ronde de cette première journée en présence de représentants de la communauté gitane de Perpignan, ou des communautés gitanes, devrais-je dire...

L'historicité des Gitans dans notre région, traversée par des groupes nomades de passage dans les Pyrénées dès 1425, n'est plus à démontrer. Pour mémoire, la rue Bally, perpendiculaire à la rue Lucia dans le quartier Saint-Jacques, fut rebaptisée rue des Bohémiens en 1810. Pour mémoire, dès les années sombres de Vichy, au début de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, la Caserne du Puig, occupée par des familles gitanes, devenait le premier HLM de France. Leur installation dans la société et l'économie primaire locale sont désormais connues, et même parfois déjà patrimonialisées. Puis le transfert d'activités d'anciens métiers traditionnels et de fonctions additionnelles dans une même niche économique vers des postures de chômage et des périodes de chômage s'est déroulée sur une quarantaine d'années environ, et a généré bien des désordres, dont les pics de croissance ont été atteints il y a environ 15 ans (1995), avec la délinquance, la toxicomanie, le Sida et l'hépatite B. De nos jours, le chômage et les politiques d'assistance persistent, la délinquance a reflué, en grande partie grâce aux conversions pentecôtistes, devenues bien plus importantes au cœur de la crise. Les violences de 2005 ressortent plus d'une rémanence de la crise ancienne et profonde que d'une forme nouvelle. Nous avons amplement abordé ces questions. Désormais les préoccupations des acteurs relèvent plutôt de la santé (obésité, diabète) et du logement (vétusté et insalubrité, destruction d'habitats anciens, opacité des politiques de rénovation urbaine), et dénotent un sentiment d'angoisse expectative.

Dans la construction de l'identité persécutive, fondée sur des relations conflictuelles asymétriques entre Gitanos et Paños, les rapports des familles gitanes à l'école sont d'ordre conflictuel et processuel. Conflictuel parce que l'école a bien trop longtemps occupé les rares élèves gitans à dessiner sur un banc du fond de la classe, selon le vécu de nombreux parents, qui en sont les témoins. Processuel parce que, comme nos observations et nos travaux le démontrent sur une quinzaine d'années maintenant, recoupées par des travaux académiques (rapport Clarisse Delcroix), le rapport des Gitans à l'école a évolué et radicalement changé, sous l'effet conjugué du chômage, du déclassement à l'embauche et du racisme, mais aussi de l'alphabétisation de nouveaux citoyens gitans et de l'évangélisation – la lecture et la connaissance écrite de la Bible étant aussi, faut-il le dire, un vecteur de socialisation.

Parmi les stéréotypes les plus récurrents, l'absentéisme scolaire est certes toujours d'actualité mais, comme pour les enfants Manouches d'ailleurs, il est en voie de nette mutation. Sous l'effet de la discrimination positive, la loi prévoyant la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire, n'est guère appliquée ici. Adoptée par le Sénat le 29 juin 2010 et par le Parlement le 15 septembre 2010, cette loi est un « ultime recours » selon le ministre Luc Chatel<sup>7</sup>. La disposition était déjà inscrite dans la loi du 31 mars 2006 relative à l'égalité des chances : la différence majeure est qu'elle dépendait auparavant du président de conseil général, aujourd'hui de l'inspecteur d'académie. Présenté comme un fléau du à la « carence de l'autorité parentale », selon Nicolas Sarkozy, la répression de l'absentéisme est combattue par l'opposition et présentée comme « loi perverse et contraire aux principes du droit<sup>8</sup> ».

On distinguera plus efficacement 3 temps : la réussite scolaire à l'école maternelle et élémentaire, la barrière culturelle et systémique du collège face à l'adolescence, et les cas de réussite exemplaire (infirmières, ingénieurs, avocats, professeurs). Certaines de ces trajectoires atypiques auront l'occasion de se dire au public aujourd'hui.

On distinguera donc l'absentéisme scolaire, en régression dans le premier degré, des phénomènes de décrochage scolaire dans le second degré. En primaire et dans les classes élémentaires, des comportements d'élèves sont apparus et des cas de réussite scolaire sont à signaler. Comme l'ont compris la plupart des Gitans de Perpignan et d'ailleurs, peut-être en décalage par rapport à ceux de la Catalogne et de l'Espagne voisines, l'école est un lieu de co-éducation et un puissant vecteur de socialisation, un lieu d'apprentissage des savoirs fondamentaux. Au risque d'une instrumentalisation de l'école ou d'un consumérisme scolaire, les Gitans se réapproprient l'école.

Ce changement de paradigme (gitanité vs scolarité <-> gitanté-scolarité-inclusivité) est à mettre en parallèle avec les politiques de désertion scolaire et urbaine menées par les classes moyennes et aisées de la ville. Une asymétrie porte sur l'assignation à résidence pour les habitants des quartiers populaires, d'une part, et d'autre part, la démocratisation de l'évitement scolaire pour les habitants des classes les plus aisées (D. Glassman, J.-P. Payet, A. Picot). D'un côté l'émergence des ghettos et des « black schools », de l'autre le processus du « white flying ». Je ne reviendrai pas ici sur les permissivités et les politiques dérogatoires à la carte scolaire, les stratégies de fuite, les pratiques de ghettoïsation des quartiers populaires fort bien étudiées dans nos disciplines (J. Donzelot, E. Maurin, D. Giband).

Territoires scolaires et territoires communautaires sont désormais confondus ou co-produits par les institutions centrales. L'école gitane affleure dans le quartier gitan. Source de l'électoratisme et du clientélisme qui ont trop systématiquement pris en otage ces populations en déshérence économique et en situation de dépendance. En usant et en abusant du prétexte de l'émeute de mai 2005, qui ne fut qu'un fait divers amplifié par les sirènes médiatiques, les politiques de la ville, soutenues ici par 5 délégations ministérielles, puis par la Préfecture, la Ville et l'Inspection académique, ont contribué à transformer l'école maternelle et élémentaire du quartier en école La Miranda, avec une population d'élèves à 100% gitans. Une expérience éducative y est menée et elle sera évoquée ici, car elle suscite beaucoup d'intérêt et de divergences.

---

<sup>7</sup> <http://www.20minutes.fr/article/597508>

<sup>8</sup> Joël Plantet, « absentéisme scolaire, une loi perverse et contraire aux principes du droit », *Faits de Société*, 987, 30.09.2010 ; <http://www.lien-social.com/spip.php?article3295>

De plus longue date, dans d'autres quartiers excentrés, les écoles Hélène Boucher et Léon Blum ont aussi concentré des populations stigmatisées, majoritairement Gitans et Maghrébins, mais la donne est là aussi en train de changer, comme nous le verrons en évoquant le collège et ses classes gitanes, et notamment le collège J.-S. Pons<sup>9</sup>.

En Catalogne, des travaux divers sur les écoles de transition, les classes ghetto et les écoles gitanes territorialisées dans les quartiers gitans ont montré la persistance des processus de marginalisation, au point que les politiques actuelles recommandent de fermer ces structures (Samper Rasero, 2001, 555-556). En Espagne, on considère la stigmatisation ethnique des Gitans comme un « trait externe » caractéristique de la culture gitane (Guzman, 2001). En France, et à l'exception du racisme d'État qui s'est déchaîné avec l'exacerbation récente des politiques sécuritaires, et à des formes plus anciennes de « racisme flagrant » ou « classique », on a plutôt affaire à des formes de « racisme voilé » ou de « racisme subtil » (Pettigrew & Meertens, 1993).

L'absence de mixité sociale, en partie accréditée par les politiques éducatives et par les politiques urbaines, est néanmoins compensée par des formes inédites et positives de fréquentation de l'école, de la part des populations territorialisées ou enfermées, et aussi de la part des personnels de l'éducation nationale, qui développent des formes de pédagogie adaptée, parfois spécialisée, le plus souvent bricolée au gré des besoins. La qualité relationnelle compense le défaut de formation initiale, et le choc de la ZEP ou du REP suscite une forte mobilisation des équipes, conseillers et maîtres E, G, et psychologues des RASED, qui compense à son tour le discours laïciste et égalitariste sans fondement par les moyens et l'immersion dans les dispositifs de quartier. Nous attendons toujours la fusion de l'école dans le tissu social et imprésarial. Nous attendons toujours l'inclusion définitive et active des familles dans le territoire scolaire.

N'oublions pas les travailleurs sociaux et médicaux, éducateurs et assistantes sociales, médecins et infirmières, de la Mairie et du Conseil général, des Communautés d'agglomération et de la Région L.-R. N'oublions pas non plus la fonction associative et les interfaces, comme la Commission pour l'égalité des chances (film regards croisés, expositions et actions territoriales, Casa Musicale) ou l'association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), mobilisée contre l'échec scolaire, qui viennent compléter le dispositif.

Je n'aurai pas le temps de passer ici en revue tous les acteurs locaux, bénévoles et salariés, Atsem et animateurs, personnes ressources et personnes relais, recrutées sur place et formées à l'empan, donnant beaucoup de leur temps et de leur personne.

Notre objectif est de lutter contre l'échec scolaire et de valoriser les formes, toutes les formes de réussite. Cela signifie lutter contre les représentations et les stéréotypes du jugement (y compris dans nos discours institutionnels). Cela signifie ensuite valoriser les compétences des apprenants et optimiser leurs performances lorsqu'elles existent, et en aucun cas les méjuger, les survoler voire les ignorer, comme on l'entend parfois. Les familles gitanes sont devenues des acteurs sociaux à part entière et, comme bien d'autres avec elles, ont pris conscience que l'ancienne lutte des classes a laissé place, comme l'avait annoncé Pierre Bourdieu, à une « lutte des classements ».

Le 11 mai 2011 à Perpignan, Jean-Louis Olive.

---

<sup>9</sup> Après l'atelier, des enseignants m'ont fait connaître qu'ils avaient été « conseillés » par leur hiérarchie et qu'ils avaient choisi en conséquence de ne pas venir, puisqu'ils pensaient ne pas pouvoir s'exprimer en toute liberté.

## Références bibliographiques

Cannizzo Marie (1996), "Des enfants et des classes", in *Etudes Tsiganes*, n° 8 (*L'école sur le vif*), 1996, p. 15-37.

Costa Marie & Saadna Joseph (2010), *Nosaltres gitans d'aquí*, ouvrage et catalogue d'exposition (de photographies et témoignages), Mairie de Perpignan et Institut Font Nova, 71 p.

Giband David (2010), « La carte de la discorde. La sectorisation scolaire à Perpignan, entre héritages politiques et expérimentations urbanistiques », in J.-L. Olive, Laurent Mucchielli & D. Giband, *État d'émeutes, État d'exception*, Presses Universitaires de Perpignan, p. 367-388.

Giband D (2006), « Les événements de Perpignan ou la fin d'un système géopolitique local » *Hérodote*, 2006/1, n° 120, p. 177-189.

Guzman Antonio García (2005), « La educación con niños gitans. Una propuesta para su inclusión en la escuela », *REICE*, vol. 3, n° 1, especial Red Iberoamericana de investigación sobre Cambio, Eficacia Escolar, Madrid, p. 437-448.

Leblon Bernard, Escudero Joan-Pau, Salles Jean-Paul, Elzière Daniel, Bertrand Guy (2003), *Le livre des Gitans de Perpignan*, Paris, L'Harmattan, 178 p.

Lloret Stéphane (2010), « Utiliser la langue et la culture gitans dans la scolarisation », *Cahiers pédagogiques*, HSN n° 21, sept. 2010: 14-15.

Martinez Benjamin (2005), *La situation de la communauté gitane perpignanaise*, Perpignan, Trabucaire.

Martinez Benjamin (2006), *Nous Gitans... et pourtant Français*, fasc. Bloc Català.

Missaoui Hasnia-Sonia (2005), *L'école, le collège : y rester ou en sortir*, Perpignan, éd. du Trabucaire.

Olive Jean-Louis (2011), « Les Gitans de Perpignan entre powerism et empowerment, essai sur une forme de citoyenneté réactionnelle et connective », [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/42/94/PDF/Les Gitans de PerpignanJOlive.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/42/94/PDF/Les_Gitans_de_PerpignanJOlive.pdf)

Olive J.-L. (2010), *État d'émeutes, État d'exception : retour à la question centrale des périphéries*, par J.-L. Olive, Laurent Mucchielli & David Giband (actes du colloque 19-21 octobre 2006), Presses Universitaires de Perpignan, 688 p.

Olive J.-L. (2007), "Les Gitans sur le marché scolaire. Les sciences sociales à l'épreuve du terrain : enquête-école à Perpignan", in D. Giband & G. Lacquement, *La Ville et ses marges scolaires. Retour d'expériences sur l'éducation prioritaire et la rénovation urbaine en France et à l'étranger*, actes du colloque UMR 5045 CNRS (Univ. de Perpignan, le 7 avril 2006), Presses Universitaires de Perpignan, p. 61-94.

Olive J.-L. (2006, « Le stigmaté, la rumeur et le tiers signifiant. Anthropologie politique des faits et dits de Perpignan (mai-juin 2005) », *Études tsiganes*, 25, juin 2006, p. 38-83.

Olive J.-L. (2004), *Groupes minorisés, ethnies discriminées : des processus de nomination et de désignation de l'autre*, éditorial et direction du numéro thématique de la revue électronique *Esprit Critique* n° 601, janvier 2004, p. 3-13 (revue internationale de sociologie et de sciences sociales, 11 contributions, 146 p.) [www.espritcritique.org](http://www.espritcritique.org) et [vcampus.univ-perp.fr/espritcritique/](http://vcampus.univ-perp.fr/espritcritique/)

Pettigrew T.-F., Meertens R.-W. (1993), « Le racisme voilé : dimensions et mesure », in M. Wiewiorka (dir.) *Racisme et modernité*, Paris, Éd. La Découverte, p. 109-126.

Samper Rasero Lluís, Garreta Bochaca Jordi, Llevot Calvet Núria (2001), « Les enjeux de la diversité culturelle dans l'école catalane », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 27, n° 3, 2001, p. 543-568.

Liens internet :

[http://www.dailymotion.com/video/xg3yto\\_interview-de-jean-louis-chambon-par-nicolas-caudeville\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xg3yto_interview-de-jean-louis-chambon-par-nicolas-caudeville_news)